

« La majorité des Hongrois sont apathiques, indifférents et sans espoir »

mardi 21 février 2017, par Gáspár M. Tamás

Jaroslav Fiala s'entretient avec Gáspár M. Tamás sur la brutalité du capitalisme, dans la Hongrie de Orbán, et l'échec du système européen.

Récemment, l'Europe a vécu des moments dangereux : la crise de la zone euro, les attaques terroristes, la montée de l'extrême droite, le Brexit, etc. La démocratie libérale est-elle en péril ?

Personne ne peut dire que la démocratie libérale n'a pas libéré quelques peuples et que certains types de servitudes n'ont pas été effacés. Mais le système actuel est traversé par de nombreuses contradictions. Nous connaissons une grave crise de la démocratie libérale, qui coïncide avec la « mort » du socialisme. La condition nécessaire de la démocratie libérale était l'existence d'un mouvement des travailleurs. Elle était le résultat d'un compromis dans lequel, en échange d'une paix intérieure et de la stabilité, la social-démocratie a abandonné quelques-unes de ses exigences révolutionnaires et est devenue un élément de l'État bourgeois.

De ce fait, les classes inférieures étaient représentées. Le rapport interne entre les classes au sein des États-providence de l'Ouest, avec des privilèges pour le prolétariat, ses syndicats, les partis sociaux-démocrates et communistes et l'équilibre international entre un capitalisme réformé et limité et le bloc soviétique ont conduit vers ce que nous appelons aujourd'hui la démocratie libérale, qui a existé entre 1945 et 1989. Le droit du travail de l'Europe de l'Ouest a suivi les modèles soviétique et socialiste depuis les années 1920, avec des mesures concernant l'égalité de genre et le droit familial. Ceci est prouvé par la recherche juridique et historique récente.

Paradoxalement, ce qui manque à la démocratie libérale aujourd'hui, c'est le socialisme. C'est pourquoi il n'y a pas de force de résistance qui permette à la démocratie libérale de rester démocratique. Les classes dirigeantes actuelles ne sont pas menacées de l'intérieur. Ainsi, elles peuvent faire ce que même les fascistes ne pouvaient pas faire. Elles brisent les salaires réels, les pensions, le système de protection, l'école publique, l'assurance maladie gratuite, les transports publics peu chers, le logement social pas cher, etc. Qui arrêtera la classe dirigeante ?

Est-il possible de sauver la démocratie libérale ?

Je ne le pense pas. La démocratie libérale était un système

extrêmement compliqué. Les classes dirigeantes, dans la démocratie libérale, étaient limitées sur leur gauche par le mouvement des travailleurs et, sur leur droite, par les forces du passé – par les restes de l'aristocratie, de l'Église et de la monarchie. La démocratie libérale en elle-même a peu de chances de survivre. En dépit de ce que les libéraux pensent, l'extrême droite n'est pas un danger pour le capitalisme. Un danger pour la vie, mais pas pour le capital ni pour l'État.

N'oublions pas qu'Adolf Hitler était considéré comme le sauveur de la civilisation occidentale contre le communisme. Même les gens qui le méprisaient, comme Friedrich-August von Hayek, le zélateur du marché libre, et qui était après tout un émigré anti-nazi, affirmait qu'Hitler avait été un monstre mais qu'il avait sauvé l'Europe du communisme. Pour des gens comme Hayek, le fascisme était une contre-révolution anti-communiste préventive. Et il l'était. Qui avait ruiné et exterminé la moitié de l'Europe ? Dommage. Pensez-vous que la bourgeoisie hésiterait maintenant ? Je ne le pense pas.

Vous vivez en Hongrie. Beaucoup, dans le monde extérieur, sont horrifiés par le gouvernement de Viktor Orbán, qui annihile la démocratie. D'un autre côté, certains voient en Orbán une certaine alternative ou un « choix intéressant ». Que pouvez-vous dire à ce sujet ?

Orbán fait exactement ce que vous détestez dans votre propre pays, mais comme il le fait sans résistance, cela semble davantage cohérent et réussi. Il y a beaucoup d'admirateurs de Viktor Orbán en Europe de l'Est qui ne voudraient pas vivre dans le système hongrois un seul jour. Ils admirent son discours sur la fierté nationale, ils trouvent drôle qu'il attaque brutalement l'Amérique, l'Union européenne, etc.

En réalité, La Hongrie est soutenue par le capital européen, surtout allemand. Nous avons des impôts faibles pour le grand business, il y a des « offres attentionnées » pour Mercedes et Audi, qui ne sont pas exactement des forces anti-occidentales et anti-capitalistes. Orbán a détruit le système social. Les hôpitaux sont vides parce qu'il n'y a ni docteurs ni infirmières. Les gens meurent dans les couloirs. Ma petite fille va dans une école élémentaire dans le centre de Budapest, et il n'y a pas de papier

toilette ni de craie pour écrire au tableau. Orbán est un pitoyable échec à tous égards. Et un échec néolibéral, qui plus est. Le budget est équilibré, la dette diminue, et les 40 % les plus pauvres sont affamés. Les problèmes sont résolus simplement en faisant taire les critiques.

Pourquoi Orbán a connu un tel succès politique ?

La majorité des Hongrois sont apathiques, indifférents et sans espoir. Mon pays est un endroit très triste où les gens disent qu'ils ne peuvent rien faire pour transmettre leurs aspirations ou pour changer quoi que ce soit. M. Orbán pense que le secret du succès est de favoriser cette passivité et cette apathie. Il a réalisé qu'il lui fallait mettre un terme à la mobilisation quasi totalitaire de la société. La première phase de son règne fut de mobiliser des foules avec des slogans xénophobes et ethniques et d'utiliser des groupes extrémistes militants.

Maintenant, tous les réseaux de mobilisation ont été dissous car ils pouvaient devenir une voix exprimant le mécontentement social. Orbán a aussi détruit la bureaucratie fonctionnelle. L'administration publique existe à peine, l'administration régionale est officiellement, ouvertement et complètement fermée. Les experts, intellectuels – « bureaucrates éclairés » – sont mis à l'écart par milliers. Les contrôles internes n'existent plus. Les institutions culturelles, de publicité, de recherche, d'éducation supérieure, la presse de qualité, les bons musées et théâtres, l'art, le cinéma ont été détruits. Il en est de même des médias indépendants. Le résultat est un État qui ne fonctionne pas.

Ainsi, si quelqu'un vous dit que la dictature signifie « loi et ordre », vous pouvez rire. Elle signifie corruption, désordre et chaos total. Et elle signifie aussi le désespoir amer du corps politique, ce qui est le vrai secret du pouvoir d'Orbán.

Les pays d'Europe centrale et orientale ont été beaucoup critiqués pour leur refus de solidarité envers les réfugiés du Moyen-Orient et d'Afrique. Mais si l'on regarde vers l'ouest, on y trouve beaucoup de racisme et de résistances envers les réfugiés également. Que s'est-il passé en Europe ?

Les mêmes causes qui expliquent le racisme occidental sont apparues soudainement en Europe de l'Est et ont produit des phénomènes identiques. Tout d'abord, les États multinationaux d'Europe centrale, comme l'étaient celui de Masaryck, ou la Tchécoslovaquie de Havel et la Yougoslavie de Tito ont disparu. Nous avons créé de petites non-républiques sur des bases ethniques, mono-culturelles, mono-linguistiques dans lesquelles nous sommes supposés vivre.

Orbán est un pitoyable échec à tout point de vue. Et un échec néolibéral qui plus est.

Après 1989, il pouvait nous sembler, dans cette partie du monde, que la caractéristique normale d'un État devait être que ses habitants appartiennent à un groupe ethnique unique. Prague et Budapest sont pourtant encore pleins de personnes riches non blanches. Des touristes et des hommes d'affaires se sont établis

là, et personne n'y voit d'objection. Ils ne sont pas maltraités comme des êtres racisés inférieurs. Ils ne subissent pas d'antipathie raciste. Les riches ne comptent pas parmi les altérés, comme les musulmans, les noirs, les migrants.

Vous voulez dire qu'il y a aussi une haine de classe...

Pour les Européens qui sont pauvres, les réfugiés sont des compétiteurs sur le marché du travail. Ils sont considérés comme des « rivaux en bien-être » et le résultat est une panique sociale et morale. Mais l'hystérie anti-réfugiés n'est pas totalement folle. L'afflux massif de réfugiés serait une charge énorme sur le système de sécurité sociale, en particulier en Europe centrale et orientale. Ce sont des pays pauvres.

Bien entendu, le problème pourrait être résolu. Mais quand vous voyez que notre système de sécurité sociale tel qu'il est à présent n'est pas capable de prendre soin de nos propres populations, pouvez-vous imaginer ce qui arrivera ? L'actuel gouvernement hongrois n'est pas capable de soutenir les chemins de fer, les postes, les écoles élémentaires qui ont existé depuis deux cents ans. Les gens savent parfaitement que les États où ils sont ne fonctionnent pas. La panique est expliquée par l'intelligentsia conservatrice en des termes culturels ou ouvertement racistes, bien que le problème réel soit le démantèlement de l'État social, de la solidarité sociale et une politique de classe anti-populaire.

Racialiser et ethniciser les inégalités sociales sont une vieille tactique de la bourgeoisie. Aux États-Unis, « être sans emploi » a été transformé en « être noir » ; en Europe de l'Est, « sans emploi » signifie « Rrom » ou « gitan ». Les bénéficiaires du « bien-être », des allocations de chômage, de toute forme de sécurité sociale sont stigmatisés comme « éléments criminels », « mères célibataires » (c'est-à-dire « femmes immorales ») et, à nouveau, gens de couleur. Même les pauvres, les membres des classes inférieures, sont tolérants envers la destruction du système de protection sociale, qui les favorise pourtant clairement, parce que cela fait du mal à l'« Autre » racialisé.

Que devrait être la réaction de la gauche face à cet état de panique ?

Si nous avons un système de protection sociale solidaire et égalitaire, nous pourrions l'élargir et accepter les réfugiés. Mais en même temps, soyons justes avec nous-mêmes. Suis-je ou êtes-vous responsable du démantèlement de l'État social ? La responsabilité en incombe à la classe dirigeante et aux élites politiques des trente dernières années. Et si quelqu'un dit « vous ne pouvez pas ouvrir les frontières parce que cela détruira toute la structure de la société », vous pouvez répondre : « la structure de la société a déjà été détruite et c'est pourquoi il est si difficile d'accueillir les réfugiés. Et la faute en revient aux pouvoirs établis ».

Malheureusement, c'est ma génération qui a créé en Europe centrale et orientale cette utopie 100 % capitaliste qui n'existe nulle part ailleurs sous cette forme radicale, et certainement pas à l'Ouest. La République tchèque est bien plus une société de

marché que l'Autriche ou la Grande-Bretagne. Contrairement à ce que disent les libéraux, le règne du marché en Europe centrale et orientale est absolu et complet. Si nous sommes de soi-disant sérieux intellectuels, nous devons être objectifs et reconnaître que nos sociétés se confrontent à des problèmes insolubles. Comment les gens peuvent-ils exprimer de la solidarité dans un système qui n'est pas solidaire du tout, qui est égoïste lui-même ?

Beaucoup de politiciens, dans l'Europe actuelle, en particulier de l'extrême droite, promettent une sorte d'État social, mais seulement pour ceux qui « travaillent dur », qui ont grandi au pays et qui respectent les blancs. Mais, en fait, ils ne le feront pas. C'est du pur discours. Ce sont des mouvements de classes moyennes qui ressentent peur et mépris envers les classes subalternes et les pauvres. Ils sont ouvertement les défenseurs de la société de classe – des guerriers de classe, d'en haut. Ils ne proposent rien de nouveau, ils défendent seulement la répression, l'exploitation et l'injustice actuelles. Voyez la situation en Pologne ou en Hongrie. Est-ce que ces sociétés sont devenues plus généreuses, plus cohérentes et moins collectivistes au moins pour la classe moyenne blanche ? Bien sûr que non. Ce n'est que rhétorique.

Pourquoi les gens croient-ils encore en leurs promesses ?

Il manque une vraie gauche. Une citation fameuse dit : toute victoire de l'extrême droite démontre la faillite de la gauche. Et les vestiges de la classe ouvrière traditionnelle ont également changé. 90 % de la classe ouvrière industrielle autrichienne ont voté pour Norbert Hofer, le candidat d'extrême droite. Mais il s'agit seulement de 10 % de l'ensemble de la population travailleuse d'Autriche.

Cette composante s'est transformée en un groupe relativement privilégié qui défend ses propres positions de classe contre des compétiteurs sur le marché du travail – contre les réfugiés, les sans-emplois, les migrants et contre les femmes qui travailleraient pour un moindre salaire. Les votants blâment les femmes, les minorités ethniques et les migrants au lieu de demander à être intégrés dans un système de salaires/emplois/retraites supérieur. Mais pour être intégrés dans un système de salaire supérieur, il vous faut une puissante social-démocratie de gauche, ce qui n'existe pas.

Est-ce qu'une puissante social-démocratie de gauche pourrait être créée à nouveau ?

Difficilement. S'il naît une nouvelle gauche, quelle qu'elle soit, elle devra représenter et mobiliser non pas seulement les vestiges de la vieille classe ouvrière, mais une masse beaucoup plus large de gens, l'ensemble du prolétariat-précariat sans propriété capitaliste. Si elle ne le fait pas, ces gens deviendront comme l'ancien prolétariat de Rome. Ils seront maintenus en vie par des dons, des donations d'État, et le spectacle sportif. Ils pourraient devenir une force réactionnaire servant les intérêts des tyrans. Tel était le rôle du « prolétariat » de l'ancienne république de Rome et du début de l'empire romain. Nous pourrions nous retrouver en fin de compte dans une société déchirée par des égoïsmes de classe qui seraient bien plus horribles que ce qui existe actuellement.

Nous sommes assis ici devant le magnifique lever de soleil à Prague, tout est calme, joli et la paix règne encore. Mais il en était ainsi en juin 1914. C'était aussi très paisible. L'effondrement – de quelque nature qu'il soit – peut survenir demain, il peut survenir dans dix ans. Mais le système est hautement instable. Telle est la leçon de tout cela.

Qui sont les principaux ennemis de l'Europe aujourd'hui ?

Tous les gouvernements de l'Europe, sans aucune exception. Les cavaliers de l'Apocalypse. Ils ne savent pas ce qu'ils sont en train de faire. Les dirigeants conservateurs du passé, aussi méchants qu'ils aient pu être, avaient un certain sens traditionnel de ce avec quoi « il ne faut pas jouer ». On ne joue pas avec son propre pays, quelle que soit la façon de le définir, simplement par plaisir. Regardez des personnes comme David Cameron, François Hollande, Miloš Zeman. Ces gens-là n'ont aucune idée, ils tâtonnent. Ce n'est vraiment pas sérieux. Maintenant, regardez toute la décadence autour de nous – la chute du niveau intellectuel de la plupart des institutions, la crise culturelle générale et l'analphabétisme de la classe moyenne, y compris les soi-disant professionnels et les soi-disant intellectuels.

Nous avons besoin d'un contre-pouvoir face au capitalisme actuel de façon à assurer, tout simplement, la survie de l'humanité. Le capitalisme laissé à lui-même ne peut et ne veut manifestement pas le faire. Il ne s'agit plus du vieux et mauvais système bourgeois. C'est bien pire.

Nous devons créer de nouvelles structures politiques, s'il est encore temps de le faire. Je ne suis pas totalement sûr que ce soit le cas.